

Objet : Modification du règlement d'aide aux entreprises du territoire

L'an deux mille vingt-quatre, le douze décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le trois décembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, Laurent CLAUDE ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Lérouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, SACCHIERO Laëtitia, THIRIOT Elise ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine ; FERIOLI Alain de MOUSTY Michel ; BARREY Patrick de THIRIOT Elise ; CAHU Gérard de CARE Florent ; LAURENT Claude de MARCHAND Martine ; LANTERNE Bruno de KIEFER Sandrine

Secrétaire de séance : MARCHAND Eric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 52

VOTES : Pour : 52 - Contre : 0 - Abstention : 0

12/12/2024 Délibération n°115-2024

Le Conseil a, dans le cadre de la compétence actions de développement économique de la CC CVV, adopté un règlement d'aides à destination des entreprises du territoire :

- 1- Aide à la réalisation de travaux de mise aux normes d'accessibilité
- 2- Aide aux créateurs d'entreprises (de moins de 36 mois) et aux repreneurs d'entreprises
- 3- Aide à la première embauche de salarié.

Depuis la loi NOTRE, la Région a compétence exclusive en matière d'aide au développement économique hors immobilier d'entreprise (article L1511-3 du code général des collectivités territoriales).

Cette compétence s'exerce par le biais du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) défini et adopté par la Région suivant une procédure d'élaboration spécifique.

Le SRDEII voté en Assemblée Plénière le 12 octobre 2023 (23SP-1734), « organise, sur le territoire régional, la complémentarité des actions menées par la région en matière d'aides aux entreprises avec les actions menées par les collectivités territoriales et leurs groupements » (art L4251-13 CGCT).

A ce titre, il fixe le cadre et la coordination des différentes interventions de la Région.

La Région doit donc organiser les interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en la matière.

Les dispositions relatives à la compétence régionale en matière de développement économique figurent notamment l'article L1511-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cet article permet à la Région :

- de signer des conventions avec des communes ou leurs groupements en vue de la participation au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région. Lesdites aides revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts et d'avances remboursables à taux nul ou à des conditions plus favorables que les conditions de marché ;
- de déléguer l'octroi de tout ou partie de ces aides dans les conditions de l'article L1111-8 du CGCT.

La Région souhaite ainsi pouvoir autoriser les communes et leurs groupements (EPCI) à intervenir en complémentarité de ses aides et définir les conditions et les modalités dans lesquelles ont lieu cette intervention.

La convention signée avec la Région pour la mise en œuvre du règlement d'aide de la CC CVV en faveur notamment des créateurs/repreneurs d'entreprises arrive à échéance le 31/12/2024.

Il convient donc d'autoriser le Président à signer cette convention.

La Région souhaite que le règlement de la CC CVV soit modifié, compte tenu des nouvelles modalités régionales récemment votées, en indiquant que si un projet est éligible à un dispositif régional, il ne sera pas éligible à un dispositif de la CC (seule exception : dispositif ACCOR).

Il est donc proposé d'amender le règlement de la CC CVV en ce sens.

Après exposé du Président et après avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 17/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20241212-115_2024-DE

- **VALIDE** la modification proposée en ajoutant dans le règlement éligible à un dispositif régional, il ne sera pas éligible à un dispositif de la CC (seule exception : dispositif ACCOR).
- **VALIDE** par conséquent le règlement modifié ci-annexé,
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 03/12/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

REGLEMENT D'AIDES AUX ENTREPRISES

1. Aide à la réalisation de travaux de mise aux normes d'accessibilité

Objectif : Apporter un soutien financier pour la réalisation des travaux liés à la mise aux normes d'accessibilité d'un espace recevant le public (loi n° 2005-102 du 11 février 2005)

1.1. Conditions d'éligibilité

Seront concernés, les seuls dossiers de dépenses consacrées à des travaux de :

- Mise aux normes d'accessibilité d'un espace recevant le public.

Seront exclus :

- Les travaux d'agencement,
- Les travaux d'entretien,
- Les travaux réalisés dans un local professionnel non distinct de l'habitation principale.

1.2. Modalités financières

Taux d'aide fixé à 20% de l'investissement HT. Prend la forme d'une subvention.

Plancher des investissements : 2 000 €HT, soit une aide minimum de 400 €.

Plafond des investissements : 10 000 €HT, soit une aide maximum de 2 000 €

1.3. Bénéficiaires

Entreprises commerciales, artisanales, agricoles dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 salariés ayant un CA < à 1 200 000 €HT

2. Aide aux créateurs d'entreprises (de moins de 36 mois à compter de son immatriculation), aux repreneurs d'entreprises et aux nouveaux établissements créés sur notre territoire

Objectif : Favoriser les créations/reprises d'entreprises ou de nouveaux établissements sur le territoire de la CC CVV, maintenir le tissu économiques local et (indirectement) les emplois qui en dépendent ou favoriser le développement des entreprises.

2.1. Conditions d'éligibilité

Seront concernés, les seuls dossiers de dépenses consacrées à :

- Des investissements, inscrits dans les immobilisations corporelles, pour la réalisation de **travaux** liés à une implantation ou à un développement d'activité ;
- Des investissements, inscrits dans les immobilisations corporelles, liés à l'acquisition de nouveaux équipements productifs ;
- L'acquisition du fonds de commerce lorsqu'il s'agit du dernier commerce de la commune et lorsque celui-ci a une composante alimentaire.

Seront exclus :

- Immobilisation incorporelle (ex. fonds de commerce sauf dernier commerce de la commune lorsque celui-ci a une composante alimentaire, brevet, droit au bail...);
- Actifs circulants.
- Les investissements ayant déjà fait l'objet d'un financement via ce règlement

2.2. Modalités financières

Taux d'aide fixé à 20% de l'investissement HT. Prend la forme d'une subvention.

Plancher des investissements : 2 500 €HT, soit une aide minimum

Plafond des investissements : 50 000€ avec un plafond de la dépense subventionnable de 30 000 €HT, soit une aide maximum de 6 000 €

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 055-200066157-20241212-115_2024-DE

Le montant des aides versées à une même entreprise est au maximum à 6 000 € sur une durée de 3 ans en un ou plusieurs dossiers.

Cette aide n'est pas cumulable avec une aide du GIP Objectif Meuse ni avec une aide de la Région.

En effet, si un projet est éligible à un dispositif régional, il ne peut pas être éligible à un dispositif de la CC (seule exception : dispositif ACCOR).

Le bien subventionné doit rester dans les immobilisations de l'entreprise durant une durée de 3 ans minimum sinon le porteur de projet devra rembourser la subvention reçue, ou s'il sort de l'actif, il doit être remplacé par un bien équivalent ou supérieur

2.3. Bénéficiaires

Entreprises commerciales, artisanales et agricoles dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 salariés ayant un CA < à 1 200 000 €HT, ayant un projet d'implantation ou de développement sur le territoire de la CC CVV y compris les micro entreprises.

L'activité principale du porteur du projet (dirigeant ou associé) est consacrée à la structure pour laquelle la subvention est sollicitée sauf pour les porteurs de projet de création d'hébergements touristiques si le projet comporte au minima la création de 3 chambres.

Une nouvelle entreprise qui aurait le même gérant, la même activité qu'une entreprise qui aurait déjà bénéficié d'une aide n'est pas éligible (en cas de vente ou de cessation d'activité).

3- Aide à la première embauche de salarié

Objectif : Favoriser le développement de l'activité des entreprises par l'accroissement de leur masse salariale.

3.1. Conditions d'éligibilité

L'entreprise doit cotiser au régime d'assurance chômage et recruter le salarié en CDI temps plein ou temps partiel (minimum 50%). L'aide sera proratisée en fonction du temps de travail.

Seront exclus :

- Dirigeant
- Détenteurs du capital social.

Procédure déclarative :

- L'employeur mentionne sur la DSN, l'identité, le montant de la rémunération mensuelle brute et le nombre d'heures rémunérées.

3.2. Modalités financières

Aide fixée à 1 000 € par an pendant trois ans.

Cette aide sera versée semestriellement à compter de l'embauche

Envoyé en préfecture le 17/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

(500€/semestre)
ID : 055-200066157-20241212-115_2024-DE

3.3. Bénéficiaires

Entreprises commerciales, artisanales et agricoles (hors micro entreprises)

Proposition nouvelle rubrique

4. Aide aux jeunes entreprises innovantes

Objectif : soutenir la création et le développement des jeunes entreprises innovantes

4.1. Conditions d'éligibilité

Seront concernés, les seuls dossiers de dépenses consacrées à l'immobilier : investissements pour la réalisation de travaux liés à l'implantation de l'entreprise

4.2. Modalités financières

Taux d'aide fixé à 10% maximum de l'investissement HT

dans la limite de 80% d'aide publique ou/et de participation ou prêt de la Banque des Territoires

et sous réserve d'avoir sollicité tous les partenaires susceptibles de participer au projet.

Plafond des investissements éligibles : 3 000 000 € HT soit une subvention maximum de 300 000 €.

Prend la forme d'une subvention versée en 3 parts égales sur les 3 premiers exercices de l'entreprise qui suivent le commencement d'exécution des travaux (après le vote du budget intercommunal).

Le versement du solde (3^{ème} part) interviendra après justification des dépenses réellement engagées.

En cas de gestion séparée du patrimoine immobilier (SCI ou société commerciale), l'assiette de l'aide sera réduite proportionnellement à la part de capital de cette structure détenue par l'entreprise exploitante ou ses associés.

4.3. Bénéficiaires

Jeune entreprise innovante telle que définie au code général des impôts y compris SCI ayant signé un bail avec une jeune entreprise innovante

5. Principes généraux

5.1. Contexte

La loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale impacte directement la compétence développement économique du Département de la Meuse en supprimant la compétence générale. La loi renforce le rôle de la Région en matière de développement économique.

Le Conseil Départemental ne peut plus intervenir sur les dossiers d'aide à l'immobilier en faveur des entreprises artisanales et commerciales.

La Région doit disposer d'un SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) et d'une convention avec les EPCI souhaitant développer une action d'aide aux entreprises.

La Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs (CC CVV) a décidé de se substituer au département pour accompagner les projets des PME et TPE du territoire **et les jeunes entreprises innovantes**, via un règlement d'intervention.

Le versement de la subvention doit inciter les entreprises à s'installer sur le territoire ou à développer une activité existante.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 055-200066157-20241212-115_2024-DE

5.2. Composition des dossiers

Les demandes d'aide doivent être préalables à l'investissement. Le dossier complet de demande sera adressé au plus tard dans les 6 mois de la demande préalable. Il comprend une déclaration des autres aides « de minimis » reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours et de celles qui seraient sollicitées par ailleurs pour le même projet.

- Un formulaire de demande qui reprend l'identité de l'entreprise, les effectifs, la description du projet, le coût total du projet, le calendrier prévisionnel, et l'obligation et attestation du porteur du projet,
- Une note explicative précisant l'objet de l'opération, sa durée, son coût prévisionnel HT,
- Une lettre d'intention du chef d'entreprise actant le projet d'investissement et sollicitant la subvention,
- Devis,
- Attestation K-bis ou déclaration URSSAF,
- Compte de résultat prévisionnel
- Attestation sur l'honneur de saisie du GIP et de non-éligibilité pour les dossiers supérieurs à 30 000 € HT dans la mesure où la CC CVV ne finance pas les dossiers subventionnés par le GIP
- Attestation sur l'honneur d'activité principale sauf pour les porteurs de projet de création d'hébergements touristiques si le projet comporte au minima la création de 3 chambres
- **Compte annuel du dernier exercice clos de la jeune entreprise innovante et en cas de perte de la moitié du capital social : plan de reconstitution des fonds propres permanents**
- **Projet de bail entre la SCI et la jeune entreprise innovante**
- **Statuts de la jeune entreprise innovante et de la structure porteuse**
- RIB de l'entreprise.

En fonction de la nature du projet, des pièces complémentaires pourront être demandées pour l'instruction du dossier.

La demande d'investissement doit être faite uniquement par courrier adressé à Monsieur le Président de la CC CVV. Un accusé réception sera transmis.

5.3. Durée de validité de la décision

Les dépenses doivent être justifiées au plus tard dans l'année civile qui suit la date d'attribution de la subvention, sauf accord express d'une dérogation.

A défaut de réalisation de l'opération l'année suivant la notification, la décision d'octroi de subvention devient caduque et la subvention est perdue par le bénéficiaire. Les sommes réservées pour le projet caduc peuvent être attribuées à un autre projet.

5.4. Modalité de paiement

Aucune avance ne peut être accordée.

Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des investissements et de la conformité de leurs caractéristiques avec le projet, objet de l'aide. Le bénéficiaire devra fournir des factures acquittées ou DSN dans le cadre de l'aide à l'embauche.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20241212-115_2024-DE

Concernant l'aide aux jeunes entreprises innovantes, l'aide est versée en 3 parts égales
sur les 3 premiers exercices de l'entreprise qui suivent le commencement d'exécution des
travaux(après le vote du budget intercommunal).
Le versement du solde (3^{ème} part) interviendra après justification des dépenses réellement
engagées.